

Source : Granma Internacional

<http://www.granma.cu/frances/cuba-f/16-abril-rapport.html>

La Havane 16.04.2011

Raúl Castro

Rapport Central au VI^{ème} Congrès du Parti Communiste de Cuba

Compañeras et compañeros,

Nous commençons cette après-midi les séances du VI^{ème} Congrès du Parti Communiste de Cuba à une date très importante de notre histoire, le 50^{ème} anniversaire de la proclamation du caractère socialiste de la Révolution par son Commandant en Chef Fidel Castro Ruz, le 16 avril 1961, lors de la cérémonie d'adieu aux victimes des bombardements, le jour avant, des bases aériennes, comme le prélude de l'invasion mercenaire par Playa Girón qui, organisée et financée par le gouvernement des États-Unis, faisait partie de ses plans pour détruire la Révolution et rétablir avec l'agrément de l'Organisation des États Américains (OEA), la domination sur Cuba.

Fidel disait alors au peuple armé et enhardi : *« C'est ce qu'ils ne peuvent nous pardonner... que nous avons fait une Révolution socialiste au nez même des États-Unis »*... *« Compañeros ouvriers et paysans, celle-ci est la Révolution socialiste et démocratique des humbles, avec les humbles et pour les humbles. Et pour cette Révolution des humbles, par les humbles et pour les humbles, nous sommes prêts à offrir notre vie. »* Fin de citation.

La réponse à cet appel ne s'est faite pas attendre et dans l'affrontement à l'agression, quelques heures après, les combattants de l'Armée Rebelle, des policiers et des miliciens ont versé, pour la première fois, leur sang en défense du socialisme et ont remporté la victoire avant 72 heures, sous la conduction du compañero Fidel lui-même.

La revue militaire à laquelle nous avons assisté ce matin, dédiée aux jeunes générations et en particulier la vibrante marche du peuple, qui a eu lieu par la suite, sont une preuve éloquente des forces dont dispose la Révolution pour continuer l'exemple des combattants héroïques de Playa Girón.

Nous ferons autant à l'occasion de la Journée Internationale des Travailleurs, le premier mai prochain, tout le long du pays afin de manifester l'unité des

Cubains en défense de leur indépendance et souveraineté nationales, concepts que l'histoire a prouvé qu'il est possible d'atteindre seulement avec le socialisme.

Ce Congrès, en tant qu'organe suprême de l'organisation du Parti, tel qu'il est établi dans l'article 20 de ses statuts, qui réunit aujourd'hui mille délégués en représentation de presque 800 mille militants regroupés dans plus de 61 mille cellules, a commencé en fait le 9 novembre dernier, lors de la présentation du Projet de Directives de la Politique Économique et Sociale du Parti et la Révolution, question qui, comme il a déjà été indiqué, constitue le thème principal du Congrès, sur lequel le peuple a fondé de grandes attentes.

À partir de là de nombreux séminaires ont eu lieu, qui ont servi à éclaircir et à approfondir dans le contenu des directives, et à préparer de manière adéquate les cadres et fonctionnaires qui, à leur tour, seraient à la tête du processus de discussion avec les militants, les organisations de masses et la population en général.

Pendant trois mois, du premier décembre 2010 au 28 février de la présente année, a eu lieu le débat auquel ont participé 8 millions 913 mille 838 personnes dans plus de 163 mille réunions tenues au sein des différentes organisations, en registrant un chiffre supérieur aux trois millions d'interventions. Il faut éclaircir que dans l'ensemble de participants sont inclus, sans l'avoir défini avec exactitude, des dizaines de milliers de militants du Parti et de l'UJC qui ont assisté aux réunions de leurs cellules ou comités de base, aussi bien qu'à celles tenues dans les lieux de travail ou établissements d'études et en plus dans les communautés où ils résident. C'est le cas aussi de ceux qui ne militent pas et ont participé dans leurs collectifs de travail, et postérieurement dans les quartiers respectifs.

L'Assemblée Nationale du Pouvoir populaire elle-même a consacré presque deux journées complètes, lors de sa dernière session ordinaire, en décembre dernier, à l'analyse du Projet de Directives parmi les députés.

Ce processus a mis en évidence la capacité du Parti de conduire un dialogue sérieux et transparent avec la population sur n'importe quel sujet, aussi sensible qu'il soit, surtout lorsqu'il s'agit de forger un consensus national sur les traits qui devraient caractériser le modèle économique et social du pays.

En même temps, selon les informations récoltées, les résultats du débat constituent un formidable instrument de travail pour la direction du gouvernement et le Parti à tous les niveaux, ainsi qu'une sorte de référendum populaire par rapport à la profondeur, la portée et le rythme des changements que nous devons introduire.

Dans un véritable et large exercice démocratique, le peuple a manifesté librement ses opinions, éclairci ses doutes, proposé des modifications, exprimé ses insatisfactions et différences et a suggéré aussi d'aborder la solution d'autres problèmes qui n'étaient pas dans le document.

Une fois de plus, la confiance et l'unité de la majorité des Cubains autour du Parti et la Révolution a été mis à l'essai, unité qui ne rejette pas les différences d'opinions mais qui se renforce et se consolide avec elles. Toutes les propositions sans aucune exclusion ont été incorporées à l'analyse, ce qui a permis d'enrichir le projet qui est soumis à la considération des délégués au Congrès.

Il serait opportun d'exprimer que, dans son essence, le Congrès a déjà eu lieu au milieu de ce magnifique débat avec le peuple. Aux délégués, il nous resterait dans ces séances de faire la discussion finale du Projet et l'élection des organes supérieurs de direction du Parti.

La commission de Politique Économique du VI^{ème} Congrès du Parti, chargée premièrement de l'élaboration du projet de directives, a été par la suite responsable de l'organisation du processus de son débat et a travaillé dans les cinq directions principales suivantes :

1. La reformulation des directives en tenant compte des opinions exprimées
2. L'organisation, orientation et contrôle de leur mise en œuvre.
3. La préparation minutieuse des cadres et des autres participants en vue de l'application de certaines mesures qui sont déjà en exécution en ce moment.
4. La supervision systématique des organismes et des entités chargés de mettre en pratique les décisions dérivées des Directives et évaluation de leurs résultats.
5. La conduite de la divulgation à la population.

En application de ce qui précède, le Projet de Directives à été reformulé qui fut soumis à une analyse les 19 et 20 mars dans des sessions du Bureau Politique et du Comité Exécutif du Conseil de Ministres, auxquelles ont participé le Secrétariat du Comité Central du Parti, les cadres dirigeants de la Centrale de Travailleurs de Cuba (CTC) et d'autres organisations de masses et de l'Union de Jeunes Communistes (UJC) ; il fut approuvé dans cette instance, également en qualité de projet, et il vous a été distribué en vue de son examen au sein de chacune des délégations provinciales au Congrès, avec l'intervention active des

invités et sera débattu dans les cinq commissions de cette rencontre du Parti en vue de son adoption.

Ensuite, je vous donnerai certaines informations afin d'illustrer le peuple sur les résultats de la discussion des directives, bien que postérieurement une information détaillée en sera publiée.

Le document original avait 291 directives dont 16 furent intégrées dans d'autres, 94 ont maintenu leur rédaction, le contenu de 181 fut modifié et 36 nouvelles furent incorporées, ce qui donne un total de 311 dans le projet actuel.

Ces chiffres, en simple arithmétique, montrent la qualité de la consultation où plus ou moins deux tiers des directives, exactement 68 % ont été reformulées.

Ce processus a suivi le principe de ne pas faire que la validité d'une proposition dépende de la quantité d'opinions données. La preuve en est que plusieurs directives ont été modifiées ou supprimées, en partant de l'exposé d'une seule personne ou d'un nombre réduit d'elles.

Aussi est-il nécessaire d'expliquer que certaines opinions ne se voient pas reflétées dans cette étape, soit parce qu'il faut approfondir dans le sujet, ne disposant pas des conditions requises, ou dans d'autres cas parce qu'elles entrent en franche contradiction avec l'essence du socialisme, par exemple 45 propositions ont plaidé en faveur de la concentration de la propriété.

Ainsi, je veux exposer que, comme tendance il y a eu en général compréhension et appui au contenu des directives, il n'y a pas eu d'unanimité tant s'en faut, et c'est précisément de ça dont nous avons besoin, si nous voulions vraiment une consultation démocratique et sérieuse avec le peuple.

Par conséquent, avec une sécurité totale, nous pouvons qualifier les directives comme l'expression de la volonté du peuple contenue dans la politique du Parti, du gouvernement et de l'État, de mettre à jour le modèle économique et social dans le but d'assurer la continuité et l'irréversibilité du socialisme, ainsi que le développement économique du pays et l'élévation du niveau de vie, conjugués avec la formation nécessaire de valeurs éthiques et politiques de nos citoyens.

Comme il fallait s'y attendre, dans la discussion des directives, la plus grande quantité de propositions s'est concentrée autour du Chapitre VI « Politique sociale » et le chapitre II « Politiques macroéconomiques », représentant les deux 50,9 % du total. Elles ont été suivies, par ordre décroissant, par les chapitres : XI « Politiques pour les Constructions, les Logements et les Ressources hydrauliques » ; le chapitre X « Politique pour le Transport », et le PREMIER chapitre « Modèle de Gestion économique ».

Sur ces cinq chapitres, d'un total de 12, se regroupait 75 % des opinions.

Par ailleurs, dans 33 directives --11 % du total-- s'entassait 67 % des propositions ; les directives ayant motivé une plus grande quantité de propositions ont été la 162 portant sur l'élimination de la carte de rationnement, les 61 et 62 sur la politique de prix, la 262 sur le transport de passagers, la 133 portant sur l'éducation, la 54 relative à l'unification monétaire et la 143 associée à la qualité des services de santé.

La carte de rationnement et son élimination a été, sans aucun doute, la question qui a provoqué le plus d'interventions des participants au débat, et c'était logique qu'il ait été ainsi ; deux générations de Cubains ont passé leur vie sous ce système de rationnement qui, malgré son nocif caractère égalitariste, a offert durant décennies à tous les citoyens l'accès aux aliments de base à des prix dérisoires, hautement subventionnés.

Cet instrument de distribution qui a été mis en place dans les années 60 avec une vocation égalitaire à des moments de pénuries, en vue de protéger notre peuple de l'agiotage et l'accaparement à des fins lucratives de la part de quelques-uns, s'est transformé au fil des années en une charge insoutenable pour l'économie et un découragement pour le travail, en plus de générer diverses illégalités dans la société.

Étant donné que la carte est dessinée pour couvrir les 11 millions et plus de Cubains de la même manière, les exemples absurdes ne manquent pas comme celui que le café rationné est fourni même aux nouveau-nés. Ça se passait aussi avec les cigarettes jusqu'en septembre 2010, le quota en était distribué aux fumeurs et aux non fumeurs sans distinction, favorisant ainsi la croissance de cette nocive habitude chez la population.

À propos de ce sujet sensible, l'éventail d'opinions est très large ; il y a ceux qui suggèrent de la supprimer sur-le-champ et ceux qui s'opposent énergiquement à son élimination et proposent de tout rationner, y compris les articles industriels. D'autres sont d'avis que pour combattre l'accaparement et assurer l'accès de tous aux aliments de base, il faudrait dans une première étape, maintenir le quota rationné même si les prix cessent d'être subventionnés. D'autres enfin recommandent d'éliminer de la carte ceux qui n'étudient ni ne travaillent, ou bien ils conseillent que les citoyens aux plus gros revenus se passent volontairement de ce système.

Certes, le panier familial rationné, justifié dans des circonstances historiques concrètes, pour le fait d'avoir été maintenu durant tant de temps, contredit dans son essence le principe de la distribution qui doit caractériser le socialisme, à

savoir « *De chacun selon sa capacité, à chacun selon son travail* » et cette situation doit être surmontée.

À ce propos, je considère opportun de rappeler ce qui a été dit par le compañoero Fidel dans le Rapport Central au Premier Congrès du Parti le 17 décembre 1975, je cite : « *Dans la conduction de notre économie, nous avons indubitablement commis des erreurs d'idéalisme et parfois avons méconnu la réalité qu'il existe des lois économiques objectives auxquelles nous devons nous en tenir* », fin de citation.

Le problème auquel nous sommes confrontés n'est pas un problème de concept ; il réside dans le comment, quand et avec quel rythme nous le ferons. La suppression de la carte de rationnement ne constitue pas une fin en soi, elle ne peut pas se voir comme une décision isolée mais comme l'une des principales mesures qu'il sera indispensable d'appliquer en vue d'éliminer les profondes distorsions existantes dans le fonctionnement de l'économie et la société dans son ensemble.

Personne à la direction de ce pays, jouissant de toutes ses facultés, ne saurait avoir l'idée de décréter brusquement l'élimination de ce système, sans en avoir créé les conditions avant. Cela se traduit par la réalisation d'autres transformations du Modèle économique visant à augmenter l'efficacité et la productivité du travail, de sorte à pouvoir assurer stablement des niveaux de production et des offres de produits et services de base à des prix non subventionnés et à la fois accessibles à tous les citoyens.

Cette question a, logiquement, un rapport étroit avec les prix et l'unification monétaire, les salaires et le phénomène de la « pyramide inversée », ce qui, comme il a été éclairci au Parlement le 18 décembre dernier, s'exprime dans la non correspondance de la rétribution salariale avec la hiérarchie et l'importance du travail réalisé, problématiques qui se sont reflétées en une haute proportion dans les propositions avancées.

À Cuba, sous le socialisme, il n'y aura jamais d'espace pour les « thérapies de choc » à l'encontre des plus nécessiteux qui sont traditionnellement ceux qui soutiennent la Révolution avec une plus grande fermeté, à la différence des paquets de mesures qui sont souvent employées par mandat du Fonds monétaire international au détriment des peuples du Tiers monde et même, dernièrement, dans les nations les plus développées, où les manifestations populaires et étudiantes sont violemment réprimées.

La Révolution ne laissera aucun Cubain abandonné et le système d'attention sociale se réorganise afin d'assurer le soutien différencié et rationnel de ceux qui réellement en ont besoin. Au lieu de subventionner les produits en masse, tel

que nous le faisons actuellement, nous allons passer progressivement au soutien des personnes sans un autre moyen.

Ce principe garde toute sa vigueur dans la réorganisation de la force de travail qui est déjà en marche pour réduire les listes gonflées du personnel du secteur d'État, sous une observance stricte du caractère idoine démontré. Ce processus continuera de l'avant, sans hâte mais sans pause, et son rythme sera déterminé par notre capacité de créer les conditions requises à son total déploiement.

À cela devront contribuer, entre autres facteurs, l'élargissement et la souplesse du travail dans le secteur non étatique. Cette modalité d'emploi qu'un peu plus de 200 mille Cubains ont adoptée d'octobre de l'année dernière à ce jour, qui a doublé le nombre de travailleurs à leur compte, constitue une alternative de travail fondée sur la législation en vigueur. Par conséquent, elle doit compter sur l'appui, le soutien et la protection des autorités, à tous les niveaux, en même temps qu'on exige, avec la rigueur que demande la loi, l'accomplissement strict de leurs obligations, y compris les tributaires.

La croissance du secteur non étatique de l'économie, loin de signifier une soi-disant privatisation de la propriété sociale, comme l'affirment certains théoriciens, est appelée à devenir un facteur facilitateur pour l'édification du socialisme à Cuba, car elle permettra à l'État de se concentrer à augmenter l'efficacité des moyens fondamentaux de production, propriété de tout le peuple et de se détacher de l'administration d'activités non stratégiques pour le pays.

Par ailleurs, cela favorisera que l'État continue de garantir à toute la population de la même manière et gratuitement les services de santé et d'éducation, de les protéger de façon appropriée au moyen des systèmes de sécurité et d'assistance sociale, de promouvoir la culture physique et le sport dans toutes leurs manifestations et de défendre l'identité et la conservation du patrimoine culturel et la richesse artistique, scientifique et historique de la nation.

L'État socialiste aura alors de plus grandes possibilités de faire une réalité de la pensée de José Martí qui préside notre Constitution : « *Je veux que la première loi de notre République soit le culte des Cubains à la dignité pleine de l'homme* ».

Il appartient à l'État de défendre la souveraineté et l'indépendance nationales, valeurs qui remplissent d'orgueil les Cubains, et de continuer d'assurer l'ordre public et la sécurité citoyenne qui distinguent Cuba comme l'un des pays les plus sûrs et tranquilles du monde. Un pays sans trafic de drogues ni crime organisé, sans enfants ou adultes mendiants, sans travail infantile, sans charges de cavalerie contre les travailleurs, les étudiants ou autres secteurs de la population. Un pays sans exécutions extrajudiciaires, ni prisons clandestines ni

tortures, en dépit des campagnes qui, sans aucune preuve, sont orchestrées contre nous, tout en ignorant avec une intention évidente que toutes ces réalités sont, en premier lieu, des droits humains fondamentaux, auxquels la majorité des habitants de la planète ne peut même pas aspirer.

Or, pour pouvoir assurer tous ces acquis du socialisme sans reculer dans leur qualité et leur portée, les programmes sociaux doivent se caractériser par une rationalité plus grande, de sorte telle qu'à l'avenir s'obtiennent des résultats supérieurs et durables avec des dépenses mineures, maintenant une relation adéquate avec la situation économique générale de la nation.

Il peut être apprécié dans les directives que ces idées ne sont pas en désaccord avec l'importance que nous concédons à la séparation précise du rôle que doivent jouer dans l'économie les organismes de l'État, d'une part, et les entreprises d'autre part. Cette question s'est vue remplie de confusions et imprécisions pendant des décennies et nous sommes obligés de les régler à moyen terme dans le cadre du perfectionnement et renforcement de l'institutionnalité.

La compréhension pleine de ces concepts nous permettra d'avancer avec solidité et sans recul dans la décentralisation progressive de facultés, depuis le gouvernement central vers les administrations locales et depuis les ministères et autres entités nationales en faveur de l'autonomie croissante de l'entreprise socialiste d'État.

Le modèle centralisé en excès qui caractérise actuellement notre économie devra transiter, dans l'ordre et la discipline, avec la participation des travailleurs, vers un système décentralisé où la planification aura la primauté, comme un trait socialiste de direction, mais n'ignorant pas les tendances présentes au marché, ce qui contribuera à la souplesse et à la mise à jour permanente du plan.

L'expérience pratique nous a enseigné que l'excès de centralisation conspire contre le développement de l'initiative dans la société et dans toute la chaîne de production où les cadres se sont habitués à ce que toutes les décisions viennent « du haut » et en conséquence ils ont cessé de se sentir responsabilisés avec les résultats de l'organisation qu'ils dirigeaient.

Nos entrepreneurs, à quelques exceptions près, se sont accommodés à la tranquillité et à la sécurité de l'« attente » et ont développé une allergie pour le risque qu'implique l'action de prendre des décisions ou de ce qui revient au même : de réussir ou de se tromper.

Cette mentalité de l'inertie doit être définitivement bannie pour dénouer le nœud qui freine le développement des forces productives. C'est une tâche d'une importance stratégique et ce n'est pas dû au hasard qu'elle apparaisse, d'une manière ou d'une autre, dans les 24 directives du PREMIER chapitre « Modèle de Gestion Économique ».

Dans cette matière, nous ne pouvons pas admettre d'improvisations ni de hâtes. Pour décentraliser et changer la mentalité, il est nécessaire d'élaborer le cadre régulateur définissant clairement les facultés et les fonctions de chaque chaînon, dès la nation à la base, accompagnées invariablement des procédés de contrôle comptable, financier et administratif.

Nous avançons dans ce sens. Voilà presque deux ans on a commencé les études visant à perfectionner le fonctionnement, la structure et composition des organes de gouvernement aux différents niveaux de direction, obtenant comme résultat la mise en vigueur du Règlement du Conseil de Ministres, la réorganisation du système de travail avec les cadres de l'État et le gouvernement, l'introduction de procédés de planification des activités principales, l'établissement des bases organisationnelles pour disposer d'un système d'information du gouvernement, efficace et opportun, avec son infrastructure d'info-communications et la création, à titre expérimental, sous une nouvelle conception fonctionnelle et structurelle des provinces Mayabeque et Artemisa.

Pour commencer à décentraliser des facultés, il faudra que les cadres de l'État et des entreprises récupèrent le rôle notoire que le contrat doit jouer dans l'économie, tel qu'il est exprimé dans la directive numéro 10. Cela contribuera aussi à rétablir la discipline et l'ordre dans les recouvrements et paiements, matière qui enregistre des notes insatisfaisantes dans une bonne partie de notre économie.

Comme un sous-produit non moins important, l'usage approprié du contrat en tant qu'outil régulateur des interrelations entre les différents acteurs économiques, deviendra un antidote efficace contre l'habitude étendue du « réunionisme », c'est-à-dire contre l'excès de réunions, vérifications et autres activités collectives, présidées souvent par un niveau supérieur et avec l'assistance improductive de nombreux participants, pour faire accomplir ce que les deux parties d'un contrat ont signé comme devoirs et droits et qu'en raison du manque d'exigence on n'a jamais réclamé l'accomplissement auprès des instances que le propre document contractuel avait établies.

À cet égard, il est utile de souligner les 19 opinions, dans 9 provinces, qui ont réclamé la nécessité de diminuer au minimum indispensable le nombre de

réunions et leur durée. Ce sujet je vais le reprendre plus tard, lorsque j'aborderai le fonctionnement du Parti.

Nous sommes convaincus que la tâche que nous avons devant nous en rapport avec ce sujet et les autres questions liées à la mise à jour du Modèle Économique, est bourrée de complexités et d'interrelations qui touchent, d'une manière ou d'une autre, toutes les phases de la société dans son ensemble. Voilà pourquoi nous savons que ce n'est pas une question à régler en un jour, même pas en un an, et qu'elle va exiger au moins un quinquennat pour déployer son application avec l'harmonie et l'intégralité requises. Et lorsqu'on y arrivera, il est nécessaire de ne s'arrêter jamais et travailler en vue de son perfectionnement permanent afin d'être en mesure de soulever les nouveaux défis que le développement nous dictera.

Faisant une similitude, on pourrait affirmer qu'au bout d'un certain temps, dans la mesure où la scène se modifie, le pays devra se confectionner un complet sur mesure.

Nous ne nous faisons pas d'illusions que les directives et les mesures pour l'application du Modèle Économique, ne constitueront pas elles seules le remède universel pour tous nos maux. Il faudra parallèlement élever à des plans supérieurs la sensibilité politique, le sens commun, l'intransigeance devant les violations et la discipline de tous, en premier lieu des cadres de direction.

Ce qui précède a été irréfutablement mis en évidence dans les déficiences présentées dans l'exécution, il y a quelques mois, de certaines mesures ponctuelles, non complexes ni à grande envergure, à cause des obstacles bureaucratiques au manque de prévision des organes locaux de gouvernement, manifestés dans l'élargissement du travail privé.

Il n'est pas superflu de réitérer que nos cadres doivent s'habituer à travailler avec les documents recteurs émis par les organes facultés et abandonner le vice irresponsable de les mettre au fond d'un tiroir. La vie nous a enseigné qu'il ne suffit pas de promulguer une bonne norme juridique, peu importe s'il s'agit d'une loi ou d'une simple résolution. Il est en plus nécessaire de préparer les gens chargés de les mettre en application, les superviser et de vérifier le domaine pratique de ce qui est établi. Rappelons qu'il n'y a pire loi que celle qui n'est pas accomplie ou que l'on ne fait pas accomplir.

Le système d'écoles du Parti aux niveaux provincial et national, parallèlement à la réorientation obligée de ses propres programmes, jouera un rôle principal dans la préparation et recyclage continu dans ces matières des cadres du Parti, des administrations et des entreprises, avec le concours des institutions spécialisées du secteur de l'éducation et la précieuse contribution des affiliés à

l'Association Nationale d'Économistes et Comptables, tel qu'il a été démontré pendant le débat des directives.

En même temps, dans le but de hiérarchiser de manière appropriée l'introduction des changements requis, le bureau Politique a accordé de proposer au Congrès la mise en place d'une Commission permanente du gouvernement en vue de l'application et du développement, subordonnée au président du Conseil d'État et du Conseil de Ministres. Cette commission, sans préjudice des fonctions qui reviennent aux organismes respectifs de l'administration centrale de l'État, aura la responsabilité de contrôler, vérifier et coordonner les actions de tous les intervenants dans cette activité, ainsi que de proposer l'incorporation de nouvelles directives, ce qui sera indispensable à l'avenir.

À cet égard, nous avons considéré opportun de rappeler l'orientation que le compañero Fidel a incluse dans son Rapport Central au Premier Congrès du Parti, voilà presque 36 ans, à propos du système de direction de l'économie que nous voulions implanter et qui, dû à notre manque de systématisme, de contrôle et d'exigence, a échoué, je cite : *« Que les dirigeants du Parti et surtout de l'État fassent sienne son implantation, une question d'honneur; qu'ils prennent conscience de son importance et de la nécessité de lutter avec tout leur effort pour l'appliquer de manière conséquente, toujours sous la direction de la commission nationale mise en place à telle fin..., et Fidel de conclure : « divulguer largement le système, ses principes et ses mécanismes à travers une littérature à la portée des masses, pour que ce soit une question dominée par les travailleurs. Le succès du système dépendra en une mesure décisive de la maîtrise que les travailleurs en auront », fin de citation.*

Je ne me lasserai pas de répéter que dans cette Révolution tout est dit et la meilleure montre en sont les idées de Fidel que le journal Granma, organe officiel du Parti, a publiées tout le long de ces dernières années.

Ce que nous adopterons dans ce Congrès ne peut subir le même sort que les accords des congrès précédents, presque tous oubliés sans avoir été accomplis. Ce que nous accorderons à cette occasion et dans les futures occasions doit constituer un guide pour la conduite et l'action des militants et dirigeants du Parti et, pour garantir sa matérialisation, devra être ratifié dans les instruments juridiques que devront dicter l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, le Conseil d'État ou le Gouvernement, selon leurs facultés législatives, en conformité avec la Constitution.

Il est bon d'éclaircir, afin d'éviter des interprétations erronées, que les accords des congrès et d'autres organes de direction du Parti en soi ne deviennent pas des lois, mais ils sont des orientations à caractère politique et moral, qu'il incombe au gouvernement, qui est celui qui administre, de réguler leur application.

Pour cette raison, la Commission Permanente d'Application et Développement inclura un Sous-groupe juridique composé de spécialistes de haute qualification, qui coordonnera avec les organismes correspondants, en s'attachant strictement à l'institutionnalité, les modifications requises sur le plan légal pour accompagner la mise à jour du Modèle Économique et Social, en simplifiant et en harmonisant le contenu de centaines de résolutions ministérielles, accords du gouvernement, décrets lois et des lois et, en conséquence, proposer, en temps opportun, l'introduction des ajustements pertinents dans la propre Constitution de la République.

Sans attendre que tout soit élaboré, se trouvent dans une phase avancée les normes juridiques associées à l'achat-vente de logements et d'automobiles, la modification du décret-loi 259 pour élargir les limites de terre oisive à donner en usufruit aux producteurs agricoles ayant des résultats remarquables, ainsi que l'octroi de crédits aux travailleurs privés et à la population en général.

De même, nous considérons opportun de proposer au Congrès que le futur Comité Central devra inclure comme premier point, dans tous ses plénums, la présentation, non moins de deux fois par an, d'un compte-rendu sur l'état de l'application des accords adoptés dans cette rencontre à propos de la mise à jour du Modèle Économique et comme deuxième point, l'analyse sur l'accomplissement du plan de l'économie, soit du premier semestre ou de l'année en question.

Nous allons recommander également à l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire d'appliquer un procédé similaire dans ses sessions ordinaires, dans le but de renforcer le rôle protagoniste inhérent à sa condition d'organe suprême du pouvoir de l'État.

En partant de la profonde conviction que rien de ce que nous faisons n'est parfait et que ce qui semblerait l'être aujourd'hui ne le sera plus demain face à de nouvelles circonstances, les organes supérieurs du Parti et du Pouvoir de l'État et du Gouvernement doivent maintenir une vigilance systématique et étroite sur ce processus et être à même d'introduire opportunément les ajustements appropriés pour corriger les effets négatifs.

Compañeras et compañeros, nous devons être alertes, mettre les pieds et les oreilles sur terre et lorsqu'un problème pratique se présentera dans un domaine

ou endroit quelconques, les cadres aux différents niveaux devront agir avec promptitude et intentionnalité, et ne doivent pas laisser sa solution au temps, car nous savons pour notre propre expérience que la seule chose qui va se passer est que le problème va se compliquer encore plus.

De la même manière, nous devons cultiver et préserver sans cesse l'interrelation avec les masses débarrassée de tout formalisme, pour avoir une rétro-alimentation efficace sur leurs soucis et insatisfactions et que ce soit précisément elles qui nous indiquent le rythme des changements que l'on doit introduire.

L'attention aux incompréhensions récentes, associées à la réorganisation de certains services de base, prouve que lorsque le Parti et le gouvernement, chacun en remplissant son rôle, avec des méthodes et styles différents, agissent avec promptitude et harmonie pour s'occuper des préoccupations de la population et quand ils raisonnent avec elle avec clarté et simplicité, on obtient le soutien à la mesure et la confiance du peuple vis-à-vis de ses dirigeants est encouragée.

Pour aboutir à ce résultat, la presse cubaine, dans ses différents formats, est appelée à jouer un rôle décisif dans l'éclaircissement et la diffusion objective, constante et critique de la marche de la mise à jour du Modèle Économique. Par conséquent, grâce à des articles et à des travaux sagaces et concrets, dans un langage accessible à tous, va se développer dans le pays une culture sur ces thèmes.

Sur ce front, il faut aussi chasser définitivement l'habitude du triomphalisme, la stridence et le formalisme au moment d'aborder l'actualité nationale et générer des matériels écrits et des programmes de télévision et de radio qui, de par leur contenu et style attirent l'attention et encouragent le débat dans l'opinion publique. Cela suppose l'élévation de la professionnalité et les connaissances de nos journalistes ; s'il est vrai que, en dépit des accords adoptés par le Parti sur la politique informative, la plupart des fois ils n'ont pas l'accès opportun à l'information ni le contact fréquent avec les cadres et spécialistes responsabilisés avec les thématiques en question. L'ensemble de ces facteurs explique la diffusion, en plusieurs occasions, de matériels ennuyeux, improvisés et superficiels.

Non moins important sera l'apport que nos médias devons pourvoir en faveur de la culture nationale et de la récupération de valeurs civiques dans la société.

Passant à une autre question vitale, qui a une relation très étroite avec la mise à jour du Modèle Économique et Social du pays et qui devra aider à sa matérialisation : nous nous proposons de tenir une conférence nationale du Parti pour aboutir à des conclusions à propos des modifications de ses méthodes

et style de travail, dans le but de concrétiser dans ses actions, pour aujourd'hui et pour toujours, le contenu de l'article 5 de la Constitution de la République où il est établi que l'organisation du Parti est l'avant-garde organisée de la nation cubaine et la force dirigeante supérieure de la société et de l'État.

Au début nous avons pensé convoquer cette conférence pour décembre 2011, cependant tenant compte des complications propres du dernier mois de l'année et de l'opportunité de compter sur une réserve prudente de temps pour préciser des détails, nous avons prévu d'avoir cette rencontre à la fin de janvier 2012.

Le 18 décembre dernier j'ai expliqué devant le Parlement qu'en raison des déficiences présentées par les organes administratifs du gouvernement dans l'accomplissement de leurs fonctions, le Parti durant des années s'est vu impliqué dans des tâches qui n'étaient pas de son ressort, en limitant et en compromettant son rôle.

Nous sommes convaincus que la seule chose qui pourrait faire échouer la Révolution et le socialisme à Cuba, mettant en danger le futur de la nation, est notre incapacité de surmonter les erreurs que nous avons commises pendant plus de 50 ans et les nouvelles que nous pourrions encourir.

La première chose que nous devons faire pour corriger une erreur est de la reconnaître consciemment dans toute sa dimension, et le fait réel est qu'en dépit du fait que dès les premières années de la révolution, Fidel a différencié avec clarté les rôles du Parti et de l'État, nous n'avons pas été conséquents dans l'accomplissement de ses instructions et nous sommes laissés emporter par les urgences et l'improvisation.

Quel bel exemple ce que le leader de la Révolution a exprimé à une date si précoce comme le 26 mars 1962, lors d'une comparution devant la radio et la télévision pour expliquer au peuple les méthodes et le fonctionnement des Organisations Révolutionnaires Intégrées (ORI), qui ont précédé le Parti, quand il a dit :

« ... le Parti dirige, dirige à travers tout le Parti et dirige à travers l'administration publique. Un fonctionnaire doit avoir de l'autorité. Un ministre doit avoir de l'autorité, un administrateur doit avoir de l'autorité, discuter tout ce qu'il sera nécessaire avec le Conseil Technique Assesseur (aujourd'hui Conseil de Direction), discuter avec les masses ouvrières, discuter avec la cellule, mais c'est l'administrateur qui décide parce c'est sa responsabilité »... Fin de citation. Cette orientation a été donnée voilà 49 ans.

Il existe des concepts très bien définis qui, en essence, conservent une totale validité pour atteindre le succès dans cette direction, indépendamment du

temps écoulé depuis que Lénine les a formulés, il y a presque 100 ans ; Ils doivent être repris de nouveau, en conformité avec les caractéristiques et l'expérience de notre pays.

En 1973, dans le cadre du processus préparatoire du Premier Congrès, il a été bien défini que le Parti dirige et contrôle à travers des voies et des méthodes qui lui sont propres et qui se différencient des voies, méthodes et ressources dont l'État dispose pour exercer son autorité. Les directives, résolutions et dispositions du Parti n'ont pas directement un caractère juridique obligatoire pour tous les citoyens, elles doivent être accomplies seulement par les militants, consciencieusement, car il ne dispose d'aucun appareil de force et coercition pour le faire. C'est une différence importante du rôle et des méthodes du Parti et de l'État.

Le pouvoir du Parti repose essentiellement sur son autorité morale, sur l'influence qu'il exerce sur les masses et sur la confiance que le peuple dépose en lui. L'action du Parti se fonde, avant tout, sur la conviction qui découle de ses actes et du bien-fondé de sa ligne politique.

Le pouvoir de l'État part de son autorité matérielle, qui consiste en la force des institutions chargées d'exiger à tous l'accomplissement des normes juridiques qu'il émet.

Le dommage que provoque la confusion dans ces concepts s'exprime, premièrement, dans l'affaiblissement du travail politique que doit réaliser le Parti, et deuxièmement dans la détérioration de l'autorité de l'État et du gouvernement, car les fonctionnaires cessent de se sentir responsables de leurs décisions.

Compañeras et compañeros, il s'agit de débarrasser pour toujours le Parti de toutes les activités qui ne sont pas propres à son caractère d'organisation politique, en peu de mots, nous libérer de fonctions administratives et nous consacrer chacun à ce qui nous correspond.

Très liées à ces conceptions erronées sont les déficiences dans la politique de cadres du Parti, qui devra elle aussi être l'objet d'une analyse par la dite Conférence Nationale. Quelques leçons amères nous ont été léguées par les maladroites subies dans ce domaine en raison du manque de rigueur et de vision qui ont ouvert des brèches à la promotion accélérée de cadres inexpérimentés et immatures à coup de simulation et d'opportunisme, attitudes alimentées aussi par le concept erroné qui dit que pour occuper un poste de direction il était exigé comme condition tacite, militer dans le Parti ou la Jeunesse communiste.

Il faut abandonner cette pratique résolument et, sauf pour les responsabilités propres des organisations politiques, la militance ne doit pas signifier une condition obligatoire pour remplir un poste de direction dans le gouvernement ou l'État, mais la préparation pour les exercer et la disposition de reconnaître comme siens la politique et le programme du Parti.

Les dirigeants ne surgissent pas des écoles ni du copinage dissipateur, ils se forment à la base, en remplissant la fonction qu'ils ont étudiée, en contact avec les travailleurs et ils doivent être promus graduellement sur la base du leadership octroyé seulement quand on est un exemple dans le sacrifice et les résultats.

Dans ce sens, je considère que la direction du Parti, à tous les niveaux, doit se faire une sévère autocritique et adopter les mesures nécessaires afin d'éviter la réapparition de ces tendances. Cela est applicable, à son tour, à l'insuffisante systématisme et volonté politique pour assurer la promotion, à des postes de décision, à femmes, noirs, métis et jeunes, sur la base du mérite et les conditions personnelles.

C'est une véritable honte de ne pas avoir réglé ce dernier problème en plus d'un demi-siècle, problème que nous allons porter dans nos consciences pendant de longues années, simplement parce que nous n'avons pas été conséquents avec les innombrables orientations que dès les premiers jours du triomphe révolutionnaire et tout le long des années le compañero Fidel nous a enseignées, parce que, en plus, la solution de cette disproportion a fait partie des accords adoptés par le très important Premier Congrès du Parti et les quatre qui y ont succédé et nous n'avons pas assuré leur accomplissement.

Pour le règlement des questions comme celle-ci, qui définissent l'avenir, il ne faut plus jamais se laisser emporter par la spontanéité mais par la prévision et la plus ferme intentionnalité politique de préserver et parfaire le socialisme à Cuba.

Malgré les différentes tentatives que nous avons faites en vue de la promotion des jeunes à des postes principaux, la vie a montré que le choix n'a pas été toujours le meilleur. Aujourd'hui nous affrontons les conséquences de ne pas compter une réserve de remplaçants dûment préparés, avec suffisamment d'expérience et maturité pour assumer les nouvelles et complexes tâches de direction au Parti, l'État et le gouvernement. C'est une question que nous devons régler petit à petit, au cours du quinquennat, sans précipitations ni improvisations, mais que nous devons commencer dès que le Congrès arrive à sa fin.

À cela contribueront en plus le renforcement de l'esprit démocratique et le caractère collectif du fonctionnement des organes de direction du Parti et du pouvoir de l'État et du gouvernement. En même temps, il faut assurer le rajeunissement systématique de toute la chaîne de postes administratifs et du Parti, depuis la base jusqu'aux compañeros qui occupent les principales responsabilités, sans exclure l'actuel Président des Conseils d'État et de Ministres ni le Premier Secrétaire du Comité Central qui sera élu dans ce Congrès.

A cet égard, nous avons abouti à la conclusion qu'il est recommandable de limiter à un maximum de deux périodes consécutives de cinq ans, la fonction dans les postes politiques et étatiques fondamentaux. Ça c'est possible et nécessaire dans les circonstances actuelles, bien différentes de celles des premières décennies de la Révolution, non consolidée encore donc en butte aux constantes menaces et agressions.

Le renforcement systématique de notre institutionnalité sera à la fois la condition et la garantie indispensables pour que cette politique de rénovation des cadres ne mette jamais en risque la continuité du socialisme à Cuba.

Dans ce domaine, nous commençons avec un premier pas en réduisant substantiellement la nomenclature des postes de direction, dont l'approbation revenait aux instances municipales, provinciales et nationales du Parti, et en déléguant certaines facultés aux dirigeants ministériels et des entreprises pour nommer, remplacer et mettre en application des mesures disciplinaires à une grande partie des chefs subordonnés, assistés par les commissions de cadres respectives, dans lesquelles le Parti est représenté et opine, mais qui sont présidées par le dirigeant administratif, qui est celui qui décide. L'opinion de l'organisation du Parti est inestimable, mais le facteur qui décide est le chef, puisque nous devons préserver et renforcer son autorité, en harmonie avec le Parti.

Concernant la vie interne, thème que nous avons soumis aussi à l'analyse de la Conférence, nous pensons que nous devons méditer sur les effets contre-productifs de vieilles habitudes qui n'ont rien à voir avec le rôle d'avant-garde de l'organisation dans la société, entre eux la superficialité et le formalisme avec lesquels se développe le travail politique idéologique, l'utilisation de méthodes démodées et de termes vieillis qui ne tiennent pas compte du niveau d'instruction des militants, la tenue de réunions excessivement longues et souvent pendant l'horaire de travail qui par ailleurs doit être sacré, en premier lieu pour les communistes ; avec un ordre du jour très souvent inflexible établi par l'organisme supérieur, sans différencier la scène où se développe la vie des militants, les convocations fréquentes à des activités commémoratives formelles, avec des discours encore plus formels, et l'organisation de travaux

volontaires les jours de repos sans avoir un contenu réel ni la coordination due, en générant des dépenses et en diffusant le mécontentement et l'apathie parmi nos compañeros.

Ces critères sont applicables aussi à l'émulation, mouvement qui au fil des ans a perdu son essence mobilisatrice des collectifs ouvriers, car il s'est transformé en un mécanisme alternatif de distribution de stimuli moraux et matériels qui ne sont pas toujours justifiés avec des résultats concrets et qui bien des fois ont généré des fraudes dans l'information.

La Conférence devra en plus considérer les relations du Parti avec l'Union de Jeunes Communistes et les organisations de masses pour les dépouiller de schématismes et routines, afin qu'elles récupèrent, toutes, leur raison d'être, adaptée aux conditions actuelles.

Bref, compañeras et compañeros, la Conférence Nationale se concentrera sur le renforcement du rôle du Parti, comme le représentant maximum de la défense des intérêts du peuple cubain.

Pour atteindre cet objectif il faut absolument changer la mentalité, laisser tomber le formalisme et la fanfaronnade dans les idées et les actions, ce qui revient à dire déterrer l'immobilisme fondé sur des dogmes, consignes vides pour parvenir aux essences les plus profondes des choses, comme le montrent brillamment les enfants de « La Colmenita » dans l'œuvre de théâtre « *Abacadabra* ».

Seul ainsi le Parti Communiste de Cuba pourra être en mesure d'être, pour tous les temps, le digne héritier de l'autorité et de la confiance illimitée du peuple dans la Révolution et dans son unique Commandant en Chef, le compañero Fidel Castro Ruz, dont l'apport moral et leadership indiscutable ne dépendent pas d'un poste et qui depuis sa qualité de soldat des idées n'a cessé de lutter et de contribuer, avec ses réflexions éclairantes et autres actions, à la cause révolutionnaire et à la défense de l'humanité face aux dangers qui la menacent.

À propos de la situation internationale, nous allons consacrer quelques minutes à évaluer la conjoncture existante sur la planète.

On ne voit pas l'issue de la crise économique globale qui touche toutes les nations, vu son caractère systémique. Les remèdes appliqués par les puissants visaient à protéger les institutions et les pratiques qui en ont été à l'origine et à décharger le poids terrible de ses conséquences sur les travailleurs dans leurs propres territoires et en particulier dans les pays sous-développés. La spirale de prix des aliments et du pétrole pousse des centaines de millions de personnes à la pauvreté extrême.

Les effets du changement climatique sont déjà dévastateurs et le manque de volonté politique des nations industrialisées empêche l'adoption d'actions urgentes et indispensables pour prévenir la catastrophe.

Nous vivons dans un monde convulsé dans lequel se succèdent des catastrophes naturelles telles les tremblements de terre d'Haïti, Chili et Japon, dans le même temps que les États-Unis livrent des guerres de conquête en Iraq et Afghanistan qui ont coûté plus d'un million de civils morts.

Des mouvements populaires dans les pays arabes se soulèvent contre les gouvernements corrompus et oppresseurs, alliés des États-Unis et de l'Union Européenne. Le conflit lamentable en Libye, nation soumise à une brutale intervention militaire de l'OTAN, a servi encore une fois de prétexte à cette organisation pour excéder ses limites défensifs originaux et étendre à une échelle globale les menaces et les actions de guerre pour protéger des intérêts géostratégiques et l'accès au pétrole. L'impérialisme et les forces réactionnaires internes conspirent pour déstabiliser autres pays, tandis qu'Israël oppresse et massacre le peuple palestinien en toute impunité.

Les États-Unis et l'OTAN incluent dans leurs doctrines l'interventionnisme agressif contre les pays du Tiers monde dans le but de piller leurs ressources ; ils imposent aux Nations Unies la politique de deux poids deux mesures et utilisent de manière de plus en plus concertée les puissants consortiums médiatiques pour cacher ou fausser les faits, selon il conviendrait aux centres de pouvoir mondial, dans une farce hypocrite destinée à tromper l'opinion publique.

Au milieu de sa situation économique complexe, notre pays maintient la coopération avec 101 nations du Tiers monde. En Haïti, le personnel médical cubain, après avoir passé 12 ans de travail intense en sauvant des vies, fait face depuis janvier 2010, aux côtés de collaborateurs d'autres pays, aux séquelles du séisme et à la postérieure épidémie de choléra, avec un dévouement admirable.

À la Révolution Bolivarienne et au compañero Hugo Chávez Frías nous exprimons la solidarité la plus résolue et notre engagement, conscients de l'importance du processus que vit le peuple frère vénézuélien pour Notre Amérique, dans le bicentenaire de son indépendance.

Nous partageons aussi les souhaits des mouvements transformateurs dans plusieurs pays latino-américains, coiffés par des leaders prestigieux qui représentent les intérêts des majorités opprimées.

Nous continuerons à contribuer aux processus intégrationnistes de l'Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), l'Union du Sud (UNASUR) et la Communauté des États Latino-américains et Caribéens

(CELAC) qui prépare la tenue à Caracas de son sommet inaugural en juillet de la présente année. C'est le fait institutionnel le plus transcendant dans notre hémisphère pendant le dernier siècle, puisque pour la première fois nous nous regroupons par nous-mêmes tous les pays au sud du Río Bravo.

Nous sommes encouragés par cette Amérique latine et les Caraïbes, de plus en plus unis et indépendants, que nous remercions pour leur solidarité.

Nous continuerons à plaider le Droit International et soutenons le principe d'égalité souveraine des États et le droit à l'auto-détermination des peuples. Nous refusons le recours à la force, l'agression, les guerres de conquête, le pillage des ressources naturelles et l'exploitation de l'homme.

Nous condamnons le terrorisme sous toutes ses formes, en particulier le terrorisme d'État. Nous défendrons la paix et le développement pour tous les peuples et lutterons pour le futur de l'humanité.

Le gouvernement des États-Unis n'a pas changé sa politique traditionnelle visant à discréditer et à renverser la Révolution, bien au contraire il a continué le financement de projets visant à promouvoir directement la subversion, à provoquer la déstabilisation et à interférer dans nos affaires internes. L'administration actuelle a décidé quelques mesures positives mais très limitées.

Le blocus économique, commercial et financier des États-Unis contre Cuba persiste et même s'intensifie sous la présidence actuelle, en particulier dans les transactions bancaires, en ignorant la condamnation presque unanime de la communauté internationale qui s'est prononcée de façon croissante pour son élimination pendant 19 ans consécutifs.

Bien qu'apparemment, comme il a été mis en évidence lors de la récente visite au Palacio de la Moneda à Santiago du Chili, les gouvernants des États-Unis n'aiment pas à se reporter à l'histoire lorsqu'ils traitent le présent et l'avenir ; il est nécessaire de signifier que le blocus contre Cuba n'est pas une question du passé, nous nous voyons donc dans l'obligation de rappeler le contenu d'un mémorandum secret, déclassifié en 1991, du Sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires interaméricaines, Lester D. Mallory, le 6 avril 1960, je cite : « *La plupart des Cubains soutiennent Castro... Il n'existe pas une opposition politique effective [...] Le seul moyen possible de lui faire perdre le soutien interne [au gouvernement] est de provoquer le désappointement et le découragement au moyen de l'insatisfaction économique et la pénurie [...] Il faut mettre en place rapidement tous les moyens possibles afin d'affaiblir la vie économique [...] en refusant à Cuba argent et approvisionnements dans le but de réduire les salaires nominaux et réels afin de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement* ». Fin de citation.

Notez la date du mémorandum, le 6 avril 1960, presque un an exact avant l'invasion par Playa Girón.

Le mémorandum en question n'a pas surgi à l'initiative de ce fonctionnaire mais il entrerait dans le cadre de la politique visant à renverser la Révolution, de même que le « Programme d'Action secrète contre le régime de Castro », approuvé par le président Eisenhower le 17 mars 1960, 20 jours avant que le mémorandum précité, en utilisant tous les moyens disponibles, depuis la création d'une opposition unifiée, la guerre psychologique, les actions clandestines d'intelligence et la préparation dans des pays tiers de forces paramilitaires capables d'envahir l'île.

Les États-Unis ont incité le terrorisme dans les villes et cette même année, avant Playa Giron, ils ont encouragé la mise en place de bandes contre-révolutionnaires armées, ravitaillées par air et par mer, qui ont commis pillages et assassinats de paysans, ouvriers et jeunes alphabétiseurs jusqu'à leur anéantissement définitif en 1965.

Nous, Cubains n'oublierons jamais les 3 mille 478 morts et les 2 mille 99 handicapés qui ont été les victimes de la politique de terrorisme d'État.

Un demi-siècle s'est écoulé de privations et de souffrances pour notre peuple qui a su tenir bon et défendre sa Révolution, qui n'est pas disposé à se rendre ni à souiller la mémoire de ceux qui sont tombés pendant les derniers 150 ans, depuis le commencement de nos luttes pour l'indépendance.

Le gouvernement états-unien n'a cessé de soutenir o protéger des terroristes bien connus, tandis qu'il prolonge la souffrance et l'injuste emprisonnement des cinq héroïques lutteurs antiterroristes cubains.

Sa politique vis-à-vis de Cuba n'a pas de crédibilité ni aucun soutien moral. Pour essayer de la justifier, il avance des prétextes incroyables qui, en devenant obsolètes, changent selon ce qui convient à Washington.

Le gouvernement des États-Unis ne devrait avoir aucun doute que la Révolution Cubaine sortira renforcée de ce Congrès. S'ils veulent rester cramponnés à leur politique d'hostilité, blocus et subversion, nous sommes prêts à continuer lui faisant face.

Nous réitérons la disposition au dialogue et relèverons le défi de maintenir une relation normale avec les États-Unis, dans laquelle nous pourrions vivre de façon civilisée avec nos différences, sur la base du respect mutuel et de la non ingérence dans les affaires internes.

En même temps, nous maintiendrons de manière permanente la priorité à la défense, en suivant les instructions du compañoero Fidel, dans son rapport central au Premier Congrès lorsqu'il a dit, je cite : « *Tant qu'il existe l'impérialisme, le Parti, l'État et le peuple prêteront aux services de la défense une attention maximale. La garde révolutionnaire ne sera jamais négligée. L'histoire nous enseigne avec trop d'éloquence que ceux qui oublient ce principe ne survivent pas à l'erreur* ».

Sur la scène actuelle et prévisible, la conception stratégique de la « Guerre de Tout le Peuple » maintient toute son actualité, elle s'enrichit et perfectionne constamment. Son système de commandement et de direction s'est vu renforcé, ses capacités de réaction augmentent devant les différentes situations exceptionnelles prévues.

Le niveau défensif du pays a pris une dimension supérieure aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif. À partir des ressources propres disponibles, on a élevé l'état technique et de maintien, ainsi que la conservation de l'armement et on a continué l'effort dans la production et surtout dans la modernisation de la technique militaire, tenant compte de ses prix prohibitifs sur le marché mondial. Dans ce domaine, il est bon de reconnaître l'apport de dizaines d'institutions, civiles et militaires, qui ont démontré les énormes potentialités scientifiques, technologiques et productives que la Révolution a créées.

Le degré de préparation du territoire national en tant que théâtre d'opérations militaires, a grandi de manière significative, l'armement fondamental est protégé de même qu'une partie importante des troupes, des organes de direction et de la population.

L'infrastructure de communications assurant le fonctionnement stable du commandement aux différents niveaux a été établie. Les réserves matérielles de tout type ont été élevées, avec un échelonnement et protection plus grands.

Les Forces Armées Révolutionnaires, c'est-à-dire le peuple en uniforme, devront continuer leur perfectionnement permanent et préserver auprès de la société l'autorité et le prestige gagnés de par leur discipline et ordre dans la défense du peuple et du socialisme.

Nous allons aborder maintenant une autre question d'actualité, qui n'est pas moins significative.

Le Parti doit être convaincu qu'au-delà des besoins matériels et mêmes culturels, il existe dans notre peuple une diversité de concepts et d'idées sur ses propres nécessités spirituelles.

Dans cette thématique, multiples sont les pensées du Héros National José Martí, homme qui synthétisait cette conjonction de spiritualité et sentiment révolutionnaire.

Sur ce sujet, Fidel exprimait très tôt en 1954, dès la prison, en évoquant le martyr de la Moncada Renato Guitart, je cite : « *La vie physique est éphémère, elle passe inexorablement comme sont passées celles de tant et tant de générations d'hommes, comme passera d'ici peu celle de chacun de nous. Cette vérité devrait enseigner tous les êtres humains que par-dessus eux se trouvent les valeurs immortelles de l'esprit. Quel sens a celle-là sans celles-ci ? Qu'est-ce vivre alors ? Comment pourraient mourir ceux qui pour le comprendre ainsi, la sacrifient généreusement au bien et à la justice !* ».

Ces valeurs ont été toujours présentes dans sa pensée et il l'a réitéré ainsi en 1971, lors d'une réunion avec un groupe de prêtres catholiques à Santiago du Chili, je cite : « *Je vous dis qu'il y a dix mille fois plus de coïncidences du christianisme avec le communisme que celles qui peuvent avoir avec le capitalisme* ».

Sur cette idée il reviendrait en s'adressant aux membres des églises chrétiennes en Jamaïque en 1977, quand il a dit : « *Il faut travailler ensemble pour que, lorsque l'idée politique triomphe, l'idée religieuse ne soit pas écartée, qu'elle n'apparaisse pas comme ennemie des changements. Il n'existe pas de contradictions entre les propos de la religion et les propos du socialisme* ». Fin de citation.

L'unité entre la doctrine et la pensée révolutionnaire par rapport à la foi et aux croyants trouve sa racine dans les fondements mêmes de la nation qui, en affirmant leur caractère laïque défendait comme principe auquel on ne peut pas renoncer l'union de la spiritualité avec la Patrie que nous a léguée le Père Félix Varela et les énoncés pédagogiques de José de la Luz y Caballero, qui a été catégorique en disant : « *Avant je voudrais, certes, qu'ils s'effondrent les institutions des hommes –rois et empereurs--, les astres eux-mêmes du firmament, que de voir tomber de la poitrine humaine le sentiment de justice, ce soleil du monde moral* ».

En 1991, le IV^{ème} Congrès du Parti a accordé de modifier l'interprétation des statuts qui limitait l'entrée à l'organisation des révolutionnaires croyants.

Le bien-fondé de cette décision a été confirmé par le rôle que les leaders et représentants des diverses institutions religieuses ont joué dans les différentes étapes du travail national, y compris la lutte pour le retour de l'enfant Elián à la Patrie, dans laquelle a excellé spécialement le Conseil des Églises de Cuba.

Cependant, il est nécessaire de continuer à éliminer tout préjugé empêchant d'unir dans la vertu et la défense de notre Révolution toutes les Cubaines et tous les Cubains, croyants ou non, ceux qui font partie des églises chrétiennes, parmi lesquelles sont incluses la catholique, les orthodoxes russe et grecque, les évangéliques et protestantes ; de même que les religions cubaines d'origine africaine, les communautés spirites, juives, islamiques, bouddhistes, et les associations fraternelles, entre autres. À l'égard de chacune d'elles la Révolution a eu des gestes d'affection et de concorde.

L'inoubliable Cintio Vitier, cet extraordinaire poète et écrivain qui a été député de notre Assemblée Nationale, avec les forces de la plume et son éthique martienne, chrétienne et profondément révolutionnaire, nous a légué des avertissements pour le présent et pour la postérité que nous devons rappeler.

Cintio a écrit : « Ce qui est en danger, nous le savons, c'est la nation elle-même. La nation est déjà inséparable de la Révolution qui la constitue depuis le 10 octobre 1868 et il n'y a pas d'autre alternative : ou elle est indépendante ou elle cesse d'être absolument.

Si la Révolution était mise en déroute, nous tomberions dans le vide historique que l'ennemie nous souhaite et nous prépare, que même le plus élémentaire du peuple flaire comme abîme.

Et Cintio de continuer :

À la défaite on peut arriver, nous le savons, par l'intervention du blocus, l'usure interne, et les tentations imposées par la nouvelle situation hégémonique du monde ».

Après avoir affirmé que : « Nous sommes au moment le plus difficile de notre histoire », il a dit : « obligée à se battre contre la stupidité du monde auquel elle fatalement appartient, menacée toujours par les séquelles d'obscures plaies séculaires, implacablement harcelée par la nation la plus puissante de la planète, victime aussi de maladresses importées ou autochtones qui ne sont jamais commises impunément dans l'histoire, notre petite île se contracte et se dilate, systole et diastole, comme une lueur d'espoir pour elle et pour tous ». Fin de citation.

Nous devons nous référer au processus récemment terminé de libération de prisonniers contre-révolutionnaires, de ceux qui aux temps difficiles et d'angoisse pour la Patrie ont conspiré contre elle au service d'une puissance étrangère.

Par décision souveraine de notre gouvernement, ils ont été libérés, sans avoir accompli totalement leurs sanctions. Nous aurions pu le faire de manière directe et nous attribuer le mérite certain que nous l'avons décidé en considérant la forteresse de la Révolution. Cependant, nous l'avons fait dans le cadre d'un dialogue de respect mutuel, loyauté et transparence avec la haute hiérarchie de l'église catholique qui a contribué avec son travail humanitaire, à ce que cette action conclue en harmonie et dont les lauriers, en tout cas, correspondent à cette institution religieuse.

Les représentants de l'église catholique ont manifesté leurs points de vue, qui ne coïncidaient pas toujours avec les nôtres, mais constructifs. C'est au moins notre appréciation, après de longues conversations avec le Cardinal Jaime Ortega et le Président de la Conférence Épiscopale Monseigneur Dionisio García.

Avec cette action, nous avons favorisé la consolidation du legs le plus précieux de notre histoire et du processus révolutionnaires : l'unité de la nation.

Nous devons également rappeler la contribution de l'ancien Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération d'Espagne, Miguel Ángel Moratinos, qui a fourni des facilités au travail humanitaire de l'Église, de sorte telle que ceux qui ont manifesté ce souhait ou ont accepté l'idée, voyagent à l'étranger en union de leurs familles. D'autres ont décidé de rester à Cuba.

Nous avons supporté patiemment les campagnes implacables de discrédit en matière de droits humains, concertées depuis les États-Unis et plusieurs pays de l'Union Européenne, qui nous exigent rien de plus que la reddition inconditionnelle et le démontage immédiat de notre régime socialiste et ils encouragent, orientent et aident les mercenaires internes à désobéir la loi.

À cet égard, il est nécessaire d'éclaircir que ce que nous ne ferons jamais est refuser au peuple le droit de défendre sa Révolution, parce que la défense de l'indépendance, des acquis du socialisme et de nos places et rues restera le premier devoir de tous les patriotes cubains.

Nous aurons des journées et des années de travail intense et d'une énorme responsabilité pour préserver et développer, sur des bases fermes et durables, le futur socialiste et indépendant de la Patrie.

Jusqu'ici le Rapport Central au VI^{ème} Congrès.

Je vous remercie.